Annexe J
Ébauche du rapport intérimaire de la RGCM
En date du 21 juillet 2017

ERGCM – Résumé d'une consultation en personne avec le lieutenant-colonel (retraité) Perron, ancien juge militaire

Le 12 juin 2017, trois membres de l'ERGCM discutent avec le lieutenant-colonel à la retraite Jean-Guy Perron, anciennement officier d'infanterie et juge militaire des Forces armées canadiennes.

M. Perron affirme que toute discussion au sujet de la justice militaire doit d'abord porter sur le concept de discipline. La justice militaire est un dernier recours pour maintenir la discipline.

M. Perron se demande pourquoi le système de cour martiale aurait besoin d'avoir compétence en matière d'infractions criminelles qui ne sont pas liées à la discipline militaire (p. ex. infractions de violence domestique), mais indique que si le système de cour martiale a compétence pour une grande gamme d'infractions, elle permet d'éviter l'impunité lorsque le système de justice civile est incapable de continuer une poursuite ou peu enclin à le faire. M. Perron ajoute que, s'il fonctionne correctement, le système de cour martiale devrait pouvoir gérer les inconduites relativement mineures, mais néanmoins criminelles, plus rapidement qu'une cour civile.

M. Perron suggère qu'il comprend pourquoi la chaîne de commandement se sent déconnectée du système de cour martiale. Il croit que ce désengagement s'explique par des réformes juridiques qui ont eu lieu en 1998 et qui ont effectivement donné bien plus de contrôle du système de cour martiale aux avocats militaires. Aujourd'hui, comme à l'époque, il considère que ces changements ont eu un effet négatif sur la participation de la chaîne de commandement au système de justice militaire. Il remarque que, à son avis, pour que la chaîne de commandement soit engagée dans le système, ce dernier devrait être beaucoup plus rapide et ne devrait pas continuer à être un fardeau administratif.

En ce qui concerne les différences entre les appareils judiciaires militaire et civil, M. Perron indique que l'appareil militaire avait un objectif éducatif qui n'appartenait pas nécessairement à l'appareil civil. Il indique que ses décisions écrites, comme juge militaire, étaient structurées pour permettre au petit nombre de personnes présentes dans la majorité des cours martiales, et à tout lecteur de la décision après sa publication en ligne de comprendre certaines réalités de base au sujet du droit canadien et de l'appareil judiciaire militaire. Il suggère que c'est la raison pour laquelle il faut souvent davantage de temps à un juge militaire pour rendre une décision qu'il n'en faut à un juge du système pénal civil.

En ce qui concerne les retards du système de cour martiale, M. Perron affirme qu'à son avis, l'avantage disciplinaire d'organiser une cour martiale un an ou plus après une infraction alléguée

est presque nul. Il suggère que pour répondre aux besoins disciplinaires des FAC, il faut agir immédiatement et non plusieurs années plus tard.

En ce qui concerne les poursuites et services d'avocats de la défense, M. Perron remarque que les connaissances militaires étaient très importantes pour ces services, mais que la perception de leur indépendance est aussi importante. À son avis, le fait que le DPM et le DSAD soient publiquement caractérisés comme faisant partie de « l'équipe de commandement du JAG » est extrêmement problématique. Il indique qu'une meilleure structure placerait l'organisation du DSAD sous le ministre de la Défense nationale, mais qu'elle serait fonctionnellement autonome de ce dernier, de façon comparable à la relation du bureau du juge militaire en chef avec le ministre.

L'ERGCM demande à M. Perron comment les différences de grade (p. ex. entre un juge et une personne accusée ou entre un procureur et un témoin de la défense) pourraient avoir un effet néfaste dans le système de cour martiale. M. Perron indique qu'il a présidé au moins un procès où la personne accusée, le procureur et l'avocat de la défense étaient tous plus hauts gradés que lui, comme juge militaire, et qu'il n'a pas eu de mal à s'acquitter de ses responsabilités de façon impartiale et sans influence de ces grades. Il ajoute que, d'expérience, il n'a jamais observé de problème en raison d'une différence de grade entre les avocats et les témoins.

La discussion passe alors au concept des cours martiales en déploiement. M. Perron suggère que l'article 132 de la LDN (qui transforme essentiellement toutes les infractions en vertu des lois d'un pays étranger où une personne se trouve en raison de son service en infractions qui peuvent être gérées par une cour martiale) est extrêmement utile comme moyen d'illustrer aux pays hôtes que les FAC peuvent gérer toute inconduite de ses membres de façon efficace. Il souligne que cet article devrait être conservé. Il est aussi d'avis qu'une cour martiale devrait être établie là où elle aura le plus d'impact sur la discipline. (Cela dit, il a aussi remarqué que la présence d'une cour militaire permanente pourrait être utile comme façon de gérer les problèmes préliminaires comme l'emplacement, etc., et il réitère cette recommandation de créer une cour permanente dans sa conclusion.)

Quand l'ERGCM remarque que la majorité des déploiements des FAC durent six mois, on demande à M. Perron s'il croit qu'il serait possible d'organiser des cours martiales dans les six mois suivant une infraction pour qu'il soit logique de les établir dans un théâtre d'opérations en déploiement, et M. Perron répond de façon très nuancée. Il explique qu'il croit que les cours martiales devraient avoir lieu dans les six mois si le cas est mineur ou relativement simple, et si toutes les personnes impliquées reconnaissent le besoin d'une vitesse inhabituelle pour le cas donné et qu'elles y travailleraient beaucoup plus rapidement que dans des cas normaux. Cependant, il exprime des doutes importants quant à la possibilité qu'un système puisse être conçu pour veiller au déroulement d'une cour martiale dans les six mois pour la majorité des dossiers.

L'ERGCM remarque que pour maintenir la capacité de déployer une cour martiale dans un théâtre d'hostilités en tout temps, les juges militaires auraient besoin de maintenir un très haut niveau de préparation opérationnelle personnelle. L'ERGCM demande à M. Perron si l'obligation à laquelle tous les membres des FAC sont soumis, c'est-à-dire de terminer l'instruction et les vérifications de préparation au déploiement (comme la requalification pour une arme personnelle, la réussite d'un

examen de condition physique opérationnelle, ou le suivi d'un recyclage sur la guerre chimique, biologique, radiologique et nucléaire), représente un obstacle pour la capacité d'un juge militaire à s'acquitter de ses fonctions, et si le maintien d'un haut niveau de préparation opérationnelle personnelle est un fardeau impossible à gérer pour les juges militaires. M. Perron affirme que ces obligations ne seraient pas imposées aux membres de l'équipe juridique militaire, puisqu'elles compromettraient leur autonomie judiciaire, par exemple, si un membre des groupes de direction du gouvernement, comme le commandant du Commandement des opérations interarmées du Canada, disait à un juge militaire ce que celui-ci doit faire avant de pouvoir être déployé en Afghanistan ou un autre théâtre d'opérations afin de présider un procès, ou, pire, si on refusait à la cour d'être déployée pour cette raison. Il suggère que la même mesure d'autonomie s'applique aussi aux membres d'un conseil de cour martiale générale une fois qu'ils sont désignés, puisqu'à ce moment, ils font partie de la cour, et la cour est nécessairement autonome. M. Perron remarque que lorsque le ministre de la Défense nationale ou des sénateurs du Canada visitent les troupes des FAC dans un théâtre des opérations, ils ne doivent pas d'abord terminer d'instruction en tir ou sur la guerre chimique, alors il n'est manifestement pas nécessaire que les juges militaires soient aussi tenus à cette exigence.

À ce moment, l'ERGCM demande si le statut militaire d'un juge militaire apporte un avantage distinct à un système de cour martiale, ou si des juges civils (p. ex. des officiers récemment retraités avec dix ans d'expérience comme avocats et suffisamment d'expérience militaire) peuvent être tout aussi efficaces. M. Perron reconnaît qu'il s'agit d'une solution pouvant renforcer les perceptions d'autonomie.

L'ERGCM demande à M. Perron combien de jours un juge militaire passe en moyenne en cour dans une année. M. Perron explique que les jours de présidence en cour sont une mesure imparfaite pour étudier les calendriers judiciaires, car un juge pourrait présider le premier jour, puis se retirer pendant trois jours pour délibérer et rédiger ses raisons, puis les livrer le cinquième jour en cour. Dans cet exemple, le juge ne préside que deux jours, mais il en a travaillé cinq. Il convient que la technologie, comme la vidéoconférence, pourrait aider lors de cas simples, comme les réponses à l'accusation avec des recommandations conjointes à la peine, la résolution de questions sans avoir besoin de se déplacer, et ainsi de suite, mais que dans les cas plus complexes, il pense qu'un procès en personne est plus approprié.

L'ERGCM demande à M. Perron qui les juges militaires représentent lorsqu'ils présentent leurs motifs, et plus précisément s'ils prétendent parler au nom de la chaîne de commandement militaire. M. Perron affirme énergiquement que les juges militaires ne parlent pas au nom de la chaîne de commandement, mais au nom de la justice, et de la justice militaire en particulier. Une décision de sentence est similaire, car elle représente les intérêts généraux de la justice plutôt que les intérêts des chefs militaires, mais il remarque qu'une décision de sentence comprend également un aspect disciplinaire par lequel un juge militaire peut s'exprimer sur la discipline exigée dans un cas donné.

M. Perron remarque également que, dans le texte de la LDN et les instructions du juge aux membres du conseil, il est clair qu'un conseil de cour martiale ne peut formuler que des conclusions sur les faits et non représenter les intérêts de la chaîne de commandement militaire.

Pour conclure, il suggère que la cour d'appel de la cour martiale devrait être appuyée par un avocat, qu'il s'agisse d'un *amicus curiae* ou d'un autre moyen transparent de donner à la CACM une tierce partie d'expérience et bien informée qui pourrait attirer l'attention de la cour sur un problème militaire donné dans le cadre d'appels qui pourraient dépasser la compréhension habituelle de la cour. Il remarque également qu'il est extrêmement problématique que le bureau du JAG soit directement impliqué dans l'organisation ou la coordination de l'éducation judiciaire des juges de la cour d'appel de la cour martiale, puisque cette connexion compromet l'autonomie de la cour. Il propose plutôt que cette formation soit coordonnée par l'entremise de l'Institut national de la magistrature.